

UNIVERSITÉS
PRÉCAIRES EN LUTTE



REPRENONS

LA

FAC !



COMBATTONS LA PRÉCARITÉ

Depuis des années, la jeunesse subit une précarisation qui ne cesse de s'accroître, notamment la jeunesse scolarisée. Logement, alimentation, santé...autant de facteurs qui nous précarisent et s'ajoutent à des conditions d'études toujours plus dégradées d'années en années. Les étudiantEs subissent de plein fouet le désengagement de l'État et le sous-investissement chronique dans les services publics et la protection sociale. Le nombre de bénéficiaires des bourses et des allocations logement est en baisse constante alors que le nombre d'étudiantEs augmente. Les trop faibles augmentations de ces prestations restent très loin du niveau de l'inflation tandis que le gouvernement a mis fin au repas étudiant à 1€ pour touTEs. L'État ne finance les constructions et rénovations de logements étudiants que de façon dérisoire. Dans le même temps, il faut composer avec la hausse des loyers, y compris au Crous, l'inflation ou encore avec la hausse progressive des frais d'inscription ou encore de la CVEC.

Le résultat des courses est sans appel, selon l'Union étudiante **le pouvoir d'achat annuel d'unE étudiantE a chuté de 2650 euros depuis 2017. 1 étudiantE sur 2 est mal logéE, 1 étudiantE sur 2 ne mange pas à sa faim, 200 000 étudiantEs sont contraintEs d'avoir recours régulièrement à l'aide alimentaire.** Ce n'est pas aux étudiantEs de payer le coût de la crise économique et du désinvestissement de l'État, quand beaucoup trop d'entre nous doivent choisir entre manger à notre faim ou nous soigner, c'est ce système qu'il faut virer !

Face à cette situation, de plus en plus de jeunes sont contraintEs de travailler en même temps que leurs études. Cela tend à se généraliser jusqu'à concerner

la moitié des étudiantEs aujourd'hui. Cette situation peut vite entraver les chances de réussite des étudiantEs. Comment étudier sereinement dès lors qu'il faut composer ses journées entre un "job étudiant" et nos cours, nos révisions, nos travaux de recherche? D'autant plus que nos taffs sont souvent précaires, un vrai cadeau pour les entreprises qui profitent d'une main d'œuvre mal payée et contrainte.

STOP À LA SÉLECTION

Depuis 2018, Macron a ré-introduit la sélection à l'entrée à l'université, malgré l'opposition et la contestation de nombre de facs mobilisées pendant des mois. Alors qu'auparavant il suffisait d'avoir le bac pour s'inscrire à la fac, il est désormais nécessaire de formuler des vœux de formation via une plateforme au fonctionnement inutilement complexe, Parcoursup. Les établissements passent ensuite au crible les candidatEs sur la base d'algorithmes et critères favorisant les discriminations et la sélection sociale. Chaque année des milliers de jeunes ne peuvent pas s'inscrire dans la formation de leur choix et sont contraintEs de se rediriger ailleurs, là où les rectorats voudront bien leur trouver une place. Pire encore, certainEs ne peuvent simplement pas s'inscrire à une formation. En 2023, la même philosophie et les mêmes processus ont été reproduits avec "Mon Master", une plateforme venue aggraver la sélection à l'entrée du Master, déjà en place depuis 2015. Mon Master démontre chaque année un peu plus son incapacité à garantir un master à touTEs. En effet, dès les résultats, des milliers d'étudiantEs se retrouvent sans offre de master malgré leurs candidatures exprimées. En 2024, c'est 24% des candidatEs qui n'ont pas eu d'affectation ! MonMaster balaye donc largement le droit à la poursuite d'étude de touTEs !

REJOINS LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES DU NPA !

Dans la continuité de la volonté du gouvernement de rendre l'université moins accessible, ces dispositifs révèlent également des logiques fondamentales du capitalisme : mettre en concurrence les jeunes le plus tôt possible et préparer leur asservissement au marché du travail !

CONTRE LA PRIVATISATION ET LES COUPES BUDGÉTAIRES

Depuis plus de 30 ans, l'enseignement supérieur est détruit petit à petit par les politiques néolibérales et les réformes successives visant à donner toujours plus au secteur privé et toujours moins aux établissements publics. Cette situation a plongé tout l'enseignement supérieur français dans une crise profonde. Le désengagement progressif de l'État, alors même que le nombre d'étudiantEs a augmenté de 23,4% ces dix dernières années, rend la situation budgétaire des universités intenable. En 2011, la part du budget de l'État consacrée à l'enseignement supérieur était de 6,8%, contre 5,3% en 2025. Si on ajoute l'inflation qui pèse davantage sur les dépenses des établissements, la situation est sans appel: cette année, 60 des 75 universités françaises étaient en déficit (contre 30 en 2023, 15 en 2022). Le montant des coupes budgétaires pour cette année s'élève à plus d'un milliard d'euros, tout ça au détriment de nos conditions d'études ! Car face à ces coupes, les universités n'ont d'autre choix que de supprimer des places, des licences, des masters, des postes de personnels, des sites de proximité... Dans les pires des cas, certaines universités vont jusqu'à la cessation de paiement, ce qui laisse craindre une mise sous tutelle par l'État via les rectorats. Ces mises sous tutelle ont pour effet de suspendre toutes les instances de la démocratie universitaire et de donner tous pouvoirs aux recteurs pour rétablir l'équilibre budgétaire,



LE SERVICE PUBLIC !

et donc supprimer des postes, fermer des formations...

Cette politique de misère budgétaire s'accompagne d'un mouvement de privatisation qui gagne du terrain. Pendant que les établissements publics sont asphyxiés, l'État finance généreusement les formations privées. En 5 ans, les subventions directes de l'État ont progressé de 20% pour l'ESR privé, contre 12% pour le public. Une vraie politique volontariste de soutien au secteur privé s'est développée depuis l'arrivée de Macron au pouvoir. Avec le retour de la sélection à l'entrée de l'université, de nombreux SES jeunes se tournent vers les formations privées auxquelles Parcoursup donne une visibilité sans précédent. La part d'étudiantEs inscrits dans le privé était de 14% il y a vingt ans, elle est aujourd'hui de 26%.

Une privatisation lente qui se fait au détriment des étudiantEs. Trop nombreuses sont les formations privées qui usent de procédés véreux, entre appellations mensongères de diplômes, reconnaissances trompeuses, frais d'inscription frauduleux, contenu des formations qui laisse à désirer... Et pendant ce temps, ce sont les actionnaires qui se gavent !

Pas de police
dans nos facs !!!

HALTE À LA RÉPRESSION !

À l'Université comme ailleurs, la répression s'abat de plus en plus violemment sur les mobilisations. Les universités triplent les prétextes pour justifier l'emploi de vigiles et du contrôle des sacs ou cartes étudiantes à l'entrée des campus et BU. Les directions d'universités entravent le droit des étudiantEs à manifester et musèlent les syndicats dans une volonté d'étouffer les contestations au plus vite. Il suffit de regarder le traitement des mouvements étudiants de soutien à la Palestine : barrières administratives, refus du dialogue et d'écoute des revendications, interdiction de conférences ou d'événements et violences policières. Et dans l'ensemble de la classe politique, la criminalisation des mouvements étudiants gagne du terrain, des

accusations ridicules et racistes sur "l'entrisme wokiste" ou "islamogauchiste" à l'université, aux différentes mesures de durcissement de la répression sur les campus proposées par le gouvernement ou les députéEs. La présence des compagnies de sécurité privée sur les campus, le recours de plus en plus massif à la vidéosurveillance ainsi que l'appel aux flics pour réprimer les cortèges étudiants dans les manifestations et les blocages de facs sont autant de signes de l'escalade sécuritaire et répressive dans la "gestion" des mouvements étudiants. Être unE étudiantE mobiliséE aujourd'hui, c'est risquer une confrontation avec la police lors de manifestations mais aussi directement sur les campus. C'est aussi risquer de perdre son droit à étudier, ses bourses, entre autres sanctions administratives et financières.

ILS PRÉCARISENT
LA JEUNESSE



DÉGAGEONS
CE GOUVERNEMENT

POUR EN FINIR AVEC CE SYSTÈME :

- ➔ Stop à la sélection : pour une fac gratuite et accessible à touTEs
- ➔ Un financement de l'enseignement public à la hauteur des besoins, tout en mettant un frein à la privatisation
- ➔ Retour du repas CROUS à 1€ pour touTEs
- ➔ Des investissements massifs pour en finir avec le mal logement
- ➔ Un salaire étudiant, pour mettre fin à la précarité et donner à touTEs les moyens d'étudier
- ➔ Organisons nous collectivement pour mettre un stop à la répression !